



AMBASSADE DE SUISSE

en					n/a
Date					
Via					
EPU					18. NOV. 1976
Ref. p. A. 21.31.					London
Londres, le 7 octobre 1976					

RP No 44 / IN/gs

w.c.

La situation en Irlande du Nord

Entretien Indermühle avec G.W. Harding (X),
 chef du Département République d'Irlande
 au Foreign and Commonwealth Office

Au lendemain du remaniement ministériel qui a amené Monsieur Roy Mason, ancien Secrétaire d'Etat à la défense, à prendre la succession de Monsieur Merlyn Rees comme Secrétaire d'Etat aux affaires d'Irlande du Nord (Ulster), l'impression qui se dégage des premiers contacts entre M. Mason et les principaux hommes et formations politiques de la province est favorable. Le nouveau Secrétaire d'Etat a fait comprendre qu'il entendait poursuivre la politique de son prédécesseur. Il ne prendra donc aucune initiative pour réactiver la Convention ni pour créer une Assemblée constituante comme l'auraient souhaité les responsables du parti travailliste social et démocratique (SDLP). M. Mason a eu des consultations utiles avec les partis et leurs dirigeants. Les uns et les autres sont d'accord pour reconnaître la nécessité de prévoir une forme dévolue de gouvernement. Comme l'on sait, là où les esprits se heurtent, c'est sur la question du partage du pouvoir ("power-sharing").

Il règne dans la province un calme relatif. Certes, les attentats se poursuivent et la liste des victimes malheureuses et innocentes continue à s'allonger. Pourtant, l'IRA a perdu l'initiative et elle est désorganisée. Les responsables sont partagés sur la suite des opérations: faut-il en rester à des actions isolées ou reprendre une campagne de terrorisme



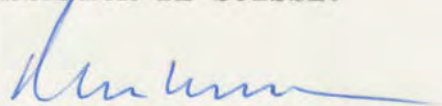
méthodique? L'appui et le soutien que l'IRA trouvait dans la population font défaut, les milieux catholiques ayant repris confiance et se montrant mieux disposés à collaborer avec les forces de l'ordre afin de mettre un terme au terrorisme, notamment depuis que le Gouvernement a aboli la détention si sujette à controverse. Le mouvement en faveur de la paix déclenché spontanément par les femmes catholiques d'abord, puis suivi par les femmes protestantes, a dérouteré l'IRA qui ne s'attendait pas à ce genre de réaction. Enfin, les consultations entre autorités britanniques et irlandaises constituent un des éléments essentiels de la lutte contre le terrorisme. X, comme toujours fort prudent dans ses commentaires sur la situation, relève que celle-ci peut se modifier du jour au lendemain à la suite d'une erreur de manoeuvre, d'un incident malencontreux. C'est dire à quel point le calme est fragile.

L'une des préoccupations majeures du Gouvernement de Whitehall reste la situation économique très sérieuse dans la province. Le chômage dépasse 10%, chiffre bien supérieur à la moyenne pour le Royaume-Uni; dans certaines régions, il atteint même 30% de la population. Il est difficile d'y remédier; les coûts de production sont très élevés, en particulier, les frais de transport et de communication. La productivité cependant est bonne. L'encouragement donné aux investissements, d'origine britannique aussi bien que d'origine étrangère (allemande et hollandaise), a remporté quelques succès. Le Gouvernement verse 400 millions de livres au titre de son aide; il ne peut guère aller au-delà de cette somme à un moment où il cherche à comprimer les dépenses publiques. Une commission est à l'oeuvre dont la tâche est d'examiner quelles mesures supplémentaires peuvent être envisagées.

Les fonds provenant des Etats-Unis d'Amérique ont constitué pendant longtemps une source précieuse pour le financement d'achat d'armes par l'IRA. Depuis quelques mois et depuis les interventions des autorités britanniques auprès des autorités américaines (State Department en particulier), le transfert de fonds s'est fortement ralenti. Les attaques à main armée contre les banques irlandaises permettent à l'IRA de récolter l'argent dont elle a besoin pour son approvisionnement en armes. Une enquête est en cours sur les fonds déposés par cette organisation dans des banques suisses. A ce propos, X indique, en passant et à titre d'information, que les autorités de police britanniques ont des rapports avec les autorités de police suisses. L'Ambassade de Grande-Bretagne aurait en outre été chargée récemment d'une démarche auprès du Département politique.

En résumé, X se dit modérément optimiste quant à l'avenir immédiat. La politique de "low-profile", qui consiste à ne prendre aucune initiative quelconque sur le plan politique et de laisser aux dirigeants politiques de l'Ulster le soin de s'entendre d'abord, semble porter quelques fruits. En tous les cas, rien dans les événements qui se sont produits depuis l'élection des Travailleurs au pouvoir en février 1974 ne justifie un changement de direction.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE:



(E. Thalmann)